



<http://www.appelpourlaposte.fr/>

Communiqué de presse

En utilisant la procédure accélérée pour expédier la loi de privatisation postale, le gouvernement est resté dans la ligne de déni de la démocratie qu'il a constamment adoptée pour une question qui regarde la collectivité dans toutes ses dimensions. En revenant sur les étapes du projet de privatisation de La Poste, le Comité national constate réaffirme son opposition à la privatisation de La Poste et réitère son exigence de la tenue d'un référendum sur l'avenir du service public postal.

Aujourd'hui et comme nous le redoutons, la loi postale ne répond pas à l'intérêt général et met en péril les équilibres indispensables au fonctionnement du service public postal, qui plus est au moment où La Poste traverse une période difficile comme le reste de l'économie française.

Ainsi par exemple, la loi de privatisation ne garantit pas le financement intégral et pérenne des missions de service public, ni la péréquation tarifaire. Enfin, la présence postale est plus que jamais menacée par les « transformations » de bureaux de poste en points de contacts.

Tout ceci se fera au détriment des populations rurales comme urbaines. Les personnels continueront aussi à payer le prix fort en terme de conditions de travail et de suppressions d'emplois.

Enfin tous les arguments du gouvernement et des rapporteurs parlementaires sur le caractère « imprivatisable » de La Poste ne tiennent pas devant le flou qui règne sur l'entrée de la Caisse des Dépôts au capital de la société anonyme La Poste. La précipitation qui a régné sur les travaux de privatisation est telle que la capitalisation de La Poste est reportée au 1^{er} Mars 2010, les travaux de valorisation de l'entreprise publique n'étant pas finis et son plan d'affaires pour les années à venir restant à préciser.

Le Comité national rappelle que pour la première fois un projet gouvernemental a rencontré une opposition populaire exceptionnelle lors de la votation citoyenne d'octobre 2009. Il reste légitimement mobilisé avec toutes ses composantes associatives, politiques et syndicales dans la lutte contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal.

Paris le 12 janvier 2010

Les organisations signataires de l'appel pour La Poste

CFTC Postes et Télécommunications • Confédération CFTC • Fédération des Activités Postales et des Télécommunications CGT • CGT Finances • CGT Banque de France • Confédération CGT • Confédération Nationale du Travail CNT- PTT • Confédération Paysanne • FO Communication • FNEM FO Fédération nationale de l'énergie et des mines Force Ouvrière • Confédération FO • SUD Crédit Foncier • Fédération SUD PTT • FSU Fédération Syndicale Unitaire • SUD Caisses d'Épargne • Union Syndicale SOLIDAIRES • Fédération CNT-PTT • ACU (Association des communistes unitaires) • Alter Ecolo • Alternative Libertaire • ANECR Association Nationale des Elus Communistes et Républicains • CAP 21 Citoyenneté, Action, Participation pour le 21^{ème} siècle • Club Gauche Avenir • CNCU Coordination Nationale des Collectifs Unitaires pour une Alternative au Libéralisme • Debout la République • Fédération des élu/es Verts et Ecologistes • La Fédération pour une alternative sociale et écologique • Fédération Nationale des Elus Socialistes Républicains • Gauche Unitaire • GUE/NGL Composante française du groupe de la Gauche Unie européenne/Gauche verte Nordique • Les Alternatifs • Les Objecteurs de Croissance • Les Verts • Mouvement de la Jeunesse Communiste • Mouvement des Jeunes Socialistes • MRC Mouvement Républicain et Citoyen • NPA Nouveau Parti Anticapitaliste • PCF Parti Communiste Français • Parti Communiste Ouvrier Français • Parti de Gauche • PRG Parti Radical de Gauche • PS Parti Socialiste • République et Socialisme • Action Consommation • AFOC Association Force Ouvrière des Consommateurs • AITEC Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs • Amis de la Confédération paysanne • Confédération Paysanne • AC Agir contre le Chômage • APEIS Association Pour l'Emploi, l'Information, et la Solidarité • ATTAC • CNR Conseil National de la Résistance • Convergence des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics • DAL Droit au Logement • Fondation Copernic • INDECOSA CGT • IPAM Initiatives pour un Autre Monde • Jeunes Laïques et Solidaires • Jeunes Radicaux de Gauche • Marches Européennes • M'PEP Mouvement politique d'éducation populaire • Réseau Européen des Missions Publiques • Résistance Sociale • UFAL Union des Familles Laïques • UNEF Union nationale des Etudiants de France • UNRPA Union Nationale des Retraités et Personnes Agées

contacts 06 08 64 77 17 – 06 85 76 20 91 – 06 81 15 04 33 - 06 80 35 69 53